

L'ÉCO

de la semaine

12 au 18 février 2022

Coopération bilatérale : Soutien du Japon face aux dégâts cycloniques	3
Agriculture durable : Le CAFPA épaulé par la Fondation OCP	3
Energie : L'électrification reste un luxe en milieu rural	4
Opportunité économique : Le Chef d'Etat fera cap à Bruxelles, puis à Paris	4
Secteur privé : Importance de la mise en place du SMAC	4
Marché du nickel : Une croissance qui joue en faveur de l'économie malgache	5
Industrie : Décès de Samuel Raveloson, un pionnier	5
Accords de pêche : Les négociations restent figées entre l'UE et Madagascar	6
Cessons de détruire le potentiel qui existe : Redynamisons pour un partenariat "gagnant-gagnant"	6
Sommet Union Africaine : Union Européenne : Participation du président Rajoelina	7
Rio Tinto QMM : Près d'un milliard USD investi depuis le début du projet	7
Import-Export : La Douane sous les feux des projecteurs	8
Administration : La réforme foncière s'accélère	9
Pépinière industrielle : Vers l'installation d'une unité de transformation à Fandriana	10
Exportations : Tendances à l'amélioration	10
Madagascar-Japon : Création d'une chaîne de valeur « Pon-Gasy »	10
Zones pépinières industrielles : Edgard Razafindravahy encourage les producteurs	11
Japon-Madagascar : Promouvoir le développement de la chaîne de valeur agricole	12
Entreprise : Airtel Madagascar récompense ses partenaires	12
Hébergement : Dur début d'année pour les hôteliers	13
Infrastructures mal réalisées : Vaches à lait des entrepreneurs	13
Refonte : L'avant-projet du Code de travail à peaufiner	14
PPN : Hausse des prix du savon depuis ce mois de février	14
Artisanat malgache : Objectif AGOA	15
Consommation : L'approvisionnement et les contrôles par le MICC se poursuivent	15
Eau et électricité : Approvisionnement partiel à Toamasina et Nosy Varika	15
Filière litchi : Hausse de 500 tonnes d'exportation	15

Coopération bilatérale : Soutien du Japon face aux dégâts cycloniques

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 12 FÉVRIER 2022

Une réponse à l'appel à la solidarité de Madagascar après le passage des cyclones Ana et Batsirai. C'est ce qui a conduit le Japon à faire don de matériels au BNGRC (Bureau national de gestion des risques et des catastrophes), selon l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA). Hier, une cérémonie de remise officielle s'est tenue en présence du directeur général du BNGRC, le général de division Elack Olivier Andriakaja et de l'ambassadeur du Japon à Madagascar SEM Yoshihiro Higuchi, ainsi que de la représentante résidente de la JICA, Tanaka Kaori. D'après les discours officiels,



280 tentes, 1 140 couvertures et 100 tarpaulins ont été offerts par le Japon, pour marquer sa solidarité envers la Grande île, qui a subi des pertes en vie humaine et en matériels causées par

les cyclones. « Le gouvernement malgache a lancé un appel à la solidarité pour venir en aide à Madagascar le 24 janvier et le 3 février 2022. En réponse à cet appel, le gouvernement du Japon, à travers la JICA, a décidé d'octroyer ces matériels aux populations sinistrées de Madagascar, à la suite de la détermination des besoins d'urgence établie par le BNGRC », ont indiqué les représentants du Japon. Pour sa part, le BNGRC a noté que ces matériels seront destinés à la population touchée par les cyclones, dans les régions affectées par les dégâts des eaux.

Agriculture durable : Le CAFPA épaulé par la Fondation OCP

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 FÉVRIER 2022

Le Centre d'appui et de formation professionnelle agricole (CAFPA), continue à bénéficier du partenariat qu'il a conclu avec la Fondation OCP. Cette organisation a ainsi apporté son soutien dernièrement à la tenue de l'événement dédié à promouvoir l'agriculture verte durant une semaine.

Intervenant dans le cadre du projet de soutien au CAFPA, cet événement avait pour objectif de renforcer les capacités techniques des cadres bénéficiaires et de les sensibiliser autour des thématiques liées à la gestion et à la préservation de la biodiversité locale. Les deux partenaires se sont appuyés sur l'expertise de l'UM6P (Université Mohammed VI Polytechnique) et du Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural (FOFIFA) pour la réalisation des différentes activités inscrites dans le cadre du programme.

Les formations organisées ainsi que les différents travaux pratiques menés sur le terrain ont également permis de mettre en avant l'importance de la gestion des ressources naturelles, de la lutte contre la désertification, ainsi que des pratiques agricoles innovantes, précise la source. Plusieurs sessions de formation théoriques et pratiques, aussi bien en présentiel qu'à distance, ont été dispensées au profit de 60 apprenants du centre d'Antsirabe, de 32 formateurs des sept centres CAFPA et des cadres chercheurs du FOFIFA.

Elles ont notamment porté sur des thématiques majeures en matière d'agriculture durable telles que l'Application de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) pour restaurer les terres dégradées, ou encore le reboisement et la régénéra-

tion de la biodiversité. Pour Ramanitrondrasana Harena Fiononantsoa, apprenant au sein du centre, « les formations organisées durant cette semaine ont permis d'acquérir de nouvelles connaissances, notamment en ce qui concerne la production de jeunes plants en pépinière ».

Un projet qui va s'étendre

En plus de contribuer à l'amélioration de l'environnement, il s'agit d'une activité susceptible de générer de nouvelles sources de revenu. « Nous avons besoin de produire et d'exploiter pour vivre, mais il est primordial de préserver notre environnement, de se soucier de l'avenir des générations futures. Reboisons pour régénérer notre biodiversité », a-t-elle ajouté.

Pour sa part, le formateur Randrianaly Tsiry Nambinintsoa a indiqué qu'au terme de la période de formation, les participants ont acquis les techniques de pépinière pour produire des jeunes plants d'arbres forestiers et fruitiers pour régénérer la biodiversité grâce au reboisement. « Conscients de la dégradation de l'environnement, nous pensons qu'en poursuivant cette action à grande échelle, Madagascar redeviendra une île verte et économiquement florissante », a-t-il ajouté.

Cette initiative, selon ses promoteurs, sera dupliquée au niveau de deux autres centres CAFPA et s'inscrit dans le droit fil des objectifs de développement durables tels que la lutte contre les changements climatiques, la préservation de la biodiversité ou encore les partenariats

durables pour le développement économique de Madagascar.

Le partenariat entre la Fondation OCP et le CAFPA a pour ambition de développer et de moderniser les formations dispensées au sein du Centre à travers le renforcement de capacités des formateurs et des apprenants et la mise à disposition des moyens pédagogiques, tout en mettant à niveau les infrastructures et les équipements du centre, rappelle notre source. Le projet aura également permis de doter le centre d'une bibliothèque ainsi que d'une salle de formation en ligne avec tout l'équipement informatique et technologique indispensables pour la tenue des formations techniques, en plus de petits outillages et en matériel d'élevage pour les travaux pratiques.

Forts de ces expériences qualifiées de réussies, les partenaires ambitionnent désormais de développer dans les meilleurs délais un nouveau projet visant à contribuer à un développement communautaire inclusif centré sur la préservation de la biodiversité locale et l'autonomisation des acteurs locaux.

À savoir que le Groupe OCP a été créé en 1920 pour extraire et exploiter le phosphate marocain. Mais les opérations du groupe se sont élargies pour couvrir aujourd'hui l'ensemble de la chaîne de valeur des engrais. Quant à la fondation du même nom, elle a vu le jour en 2007 pour porter l'engagement social et sociétal du groupe. Elle affirme privilégier des initiatives intégrées qui contribuent au progrès socio-économique inclusif, au développement des compétences et à la diffusion des savoirs, notamment à travers l'appui à l'éducation, à la recherche et à l'innovation.

Energie : L'électrification reste un luxe en milieu rural

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 12 FÉVRIER 2022

L'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques devient incontournable avec les lacunes avérées récemment sur les énergies fossiles. La cérémonie de remise officielle des matériels et équipements pour l'électrification solaire domestique et communautaire dans le District de Nosy Be, Région de Diana en fin de semaine dernière, entre ainsi dans ce cadre de la promotion de l'électrification durable en milieu rural. Pour ce faire, 90 ménages d'Ampasimpohy et 61 d'Antafondro ont pu bénéficier de matériels solaires afin d'éclaircir leurs foyers et villages. A rappeler que cette donation s'est réalisée grâce à la coopération entre le Programme des Nations unies pour le développement et le ministère de l'Energie et de l'Hydrocarbure par l'intermédiaire du Programme national barefoot college ou PNBC initié par le WWF qui a pour objectif d'électrifier un demi-million de ménages d'ici 2030. Seulement 15 % des habitants sont raccordés à un réseau élec-

trique. Ce taux atteint 58 % en milieu urbain pour chuter à 4,7 % en milieu rural, qui concentre pourtant 70 % de la population du pays. Dans une tentative d'amélioration de ces statistiques, le PNBC a ainsi mis en place le centre solaire d'Ambatolampy qui s'adresse particulièrement à la formation en technologie solaire à des femmes d'âge mur et qui n'ont pas ou peu d'éducation scolaire. « L'idée est de favoriser leur émancipation et leur autonomie. Auparavant, pour se former et devenir des ingénieurs solaires attirés, ces femmes devaient partir en Inde pour une durée de cinq mois. Une situation qui limitait le nombre de participantes à cause de l'éloignement et du budget. A présent, ces ingénieurs solaires formés au pays sont à même de partager leur expérience pour améliorer le taux d'électrification dans les zones les plus reculées », selon les initiateurs du programme. Ce dernier a été mis en œuvre par le MEH pour aider des femmes issues du monde rural à bénéficier de formation

sur la fabrication, le montage, l'installation, l'utilisation, la maintenance et la réparation de système solaire. Le PNUD, par la suite, a donné une suite favorable à la demande d'appui du ministère pour la mise en œuvre de ce programme. Le PNBC répond justement à la Politique générale de l'Etat (PGE) émanant de l'Initiative pour l'Emergence de Madagascar du Président de la République, qui parmi ses axes d'action, l'on cite le développement de l'accès à l'électricité au plus grand nombre de la population malagasy à un prix socialement acceptable. La plupart des Malagasy conçoivent le recours à la source d'énergie solaire comme étant une alternative coûteuse. L'usage des panneaux solaires est pourtant primordial pour échapper aux problèmes persistants de l'approvisionnement en électricité. Cependant, les observations recueillies par les techniciens de ce programme du barefoot, près de 60% des ménages bénéficiaires ont déclaré avoir fait des économies en adoptant ce procédé.

Opportunité économique : Le Chef d'Etat fera cap à Bruxelles, puis à Paris

JEAN RIANA | LA GAZETTE DE LA GRANDE ÎLE | 12 FÉVRIER 2022

Le Chef d'Etat Malgache fera cap vers Bruxelles prochainement pour assister au sixième Sommet Union Européenne (UE) - Union africaine (UA) qui s'y tiendra les 17 et 18 février 2022. Lors de cette rencontre, le débat des dirigeants va s'orienter sur la manière dont les deux continents peuvent renforcer la prospérité. Après Bruxelles, le Leader bien aimé se dirigera vers Paris pour assister à un dîner privé organisé par



le think-tank Institut Choiseul. Il est à

noter que l'Institut Choiseul se trouve être un think tank indépendant dédié à l'analyse des questions stratégiques internationales et de la gouvernance économique mondiale. Ce qui signifie le Chef d'Etat ira à Paris non pas simplement pour se goinfrer, mais aussi pour parler business. Tout ce qu'on espère, c'est que celui-ci saura saisir les opportunités économiques qui vont se présenter.

Secteur privé : Importance de la mise en place du SMAC

C.R. | MALAZA | 12 FÉVRIER 2022

Pour garantir l'éthique dans la conduite des affaires du secteur privé, le Bureau indépendant anti-corruption (BIANCO) estime que la mise en place du «Système de management anti-corruption» (SMAC) serait d'une importance capitale. Laza Andrianirina, directeur général du BIANCO, a indiqué que cela permettra de labelliser les entreprises aux normes ISO 37001 et de leur faciliter l'accès au marché international.

Pour les entreprises, une bonne gestion des affaires est garante de la

confiance et de la reconnaissance des bailleurs de fonds, des partenaires et de la clientèle.

Le BIANCO est disposé à collaborer avec le Bureau des Normes de Madagascar (BNM) pour mettre en place les différentes conditions relatives à cette labellisation. Lors d'un récent entretien avec la presse, Thierry Rajaona, président du groupement des entreprises de Madagascar (GEM) a mis en avant les enjeux de la lutte contre la corruption qui continue de gangréner différents secteurs.

«Si la corruption existe, c'est parce qu'il y a des corrupteurs et des corrompus», a-t-il noté, tout en rappelant qu'une commission développement durable et éthique des affaires a été créée au sein de ce groupement patronal, afin de coordonner les actions de lutte contre la corruption.

Marché du nickel : Une croissance qui joue en faveur de l'économie malgache

R. EDMOND. | MIDI MADAGASIKARA | 14 FÉVRIER 2022

La forte croissance de la production mondiale de voitures électriques devient une opportunité pour les pays producteurs de nickel comme Madagascar et l'Afrique du Sud.

La loi de finances 2022 table notamment sur une croissance du secteur secondaire qui devrait être de 8,5% en 2022. L'industrie extractive marquée notamment par un retour en force de la production de nickel joue un rôle dans cette croissance.

Bonne perspective

En effet, après une chute de 56,8% en 2020, en raison de la pandémie de Covid-19, l'industrie extractive a rebondi en 2021 grâce à la reprise des exportations minières, notamment celles d'Ambatovy. Par ailleurs, la loi de finances 2022 indique que « les engagements internationaux en faveur de la transition énergétique (notamment ceux des grands constructeurs automobiles qui projettent de produire majoritairement, voire uniquement des véhicules électriques à l'horizon 2030) devraient booster les investissements pour l'exploitation de minerais entrants comme le graphite et le cobalt (nécessaires pour la fabrication des batteries des voitures électriques). En 2022, les exploitations de graphite Vatovina et Sahamamy devraient produire 30 000 tonnes et celle de Molo, avec une réserve estimée à 145 millions de tonnes, produirait 17 000 tonnes. L'industrie extractive devrait alors connaître une croissance de 19% en 2022 ». Cette bonne perspective est corroborée sur le plan international sur lequel le cours du nickel affiche également une tendance à la hausse. Ce métal rare a en effet commencé l'année



2022 avec une réelle embellie. Le cours du nickel a battu des records, début janvier sur le London Metal Exchange (LME). « À son plus haut taux vendredi, la tonne de nickel s'échangeait à 22 935 dollars, un prix que le « métal du diable » n'avait plus atteint depuis août 2011. Le nickel a atteint son plus haut niveau en plus d'une décennie » lit-on notamment dans un article publié dans Libération.

Essentiels

En somme, la tendance mondiale en faveur des voitures électriques impacte positivement la relance de la filière nickel et partant de l'économie nationale. En effet, les métaux rares comme le nickel sont essentiels pour les batteries des voitures électriques dans la mesure où ils permettent de limiter leur taille. Du coup, de nombreux constructeurs automobiles tentent ainsi de conclure des contrats d'approvisionnement à long terme afin

de sécuriser leur approvisionnement en métaux de batterie. Selon toujours cette publication de Libération, la demande en voitures électriques est en forte hausse. « Les ventes de véhicules dits « propres » (électriques, hybrides ou à hydrogène) ont pratiquement triplé l'an dernier en Chine, avec près de 3 millions de voitures vendues. Le géant de la voiture électrique Tesla a annoncé mardi qu'il s'engageait à acheter 75 000 tonnes de concentré de nickel à Talon Metals, produit à partir du projet Tamarack Nickel dans le comté d'Aitkin, au Minnesota. D'autres constructeurs automobiles cherchent également à sécuriser leur approvisionnement, comme Renault qui avait signé en octobre un important contrat avec le plus grand producteur européen de nickel, le Finlandais Terrafame. Résultat, les réserves de nickel disponibles s'amenuisent ». Rappelons qu'Ambatovy a repris ses exportations, d'une manière progressive depuis avril 2021.

Industrie : Décès de Samuel Raveloson, un pionnier

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 FÉVRIER 2022

Triste nouvelle pour le monde de l'industrie et de l'entrepreneuriat. L'un des pionniers du secteur industriel vient de décéder. Il s'agit, on l'aura deviné de

Samuel Raveloson, fondateur de la biscuiterie Socobis, parti vendredi à l'âge de 88 ans. Tout le monde connaît le biscuit « 18 petits beurre » de Socobis, son produit phare qui a fait la renommée de l'usine. Samuel Raveloson était parti de rien au lendemain de l'indépendance n'ayant que sa conviction et sa volonté comme capital. Il a créé Socobis en 1965 à l'âge de 31 ans. Ils étaient quelques malgaches à suivre cette voie en l'occurrence André

Ramaroson de la Savonnerie Tropicale, Feu Charles Andriantsitohaina, feu Seta Ranohisoa entre autres.

Au fil des années, Socobis s'est développé et a diversifié ses produits. Patriote comme pas deux, Samuel Raveloson a toujours défendu les intérêts des entrepreneurs malgaches ainsi que le label vita malagasy. C'est ainsi qu'il a pris la présidence du Syndicat des industriels malgaches entre 2005 et 2007. Son fils Stéphane a pris le relais.

Samuel Raveloson était également un mécène du sport en particulier du football. Le Challenge Socobis opposant les sélec-

tions provinciales dans les années 80 a ainsi permis de détecter plusieurs jeunes joueurs de talent qui ont intégré par la suite l'équipe nationale. Le Challenge Socobis a connu un franc succès.

Le pays vient ainsi de perdre l'un de ses plus grands industriels, self made man dont la discrétion le dispute à la réussite. Samuel Raveloson est rarement apparu dans la presse même au moment où il présidait le SIM. Seuls ses proches et son entourage savaient à quoi il ressemblait. Et au moment où il faut montrer impérativement sa photo, c'est compliqué.

Accords de pêche : Les négociations restent figées entre l'UE et Madagascar

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 14 FÉVRIER 2022

Pas de consensus, pas de compensation financière. C'est de cette manière que les représentants de l'Union européenne (UE) déplorent la situation qui prévaut actuellement quant aux négociations avec Madagascar pour l'exploitation des ressources halieutiques de la Grande île. « En résumé, les négociations qui avaient fortement avancé en 2019 se basaient un peu sur les critères traditionnels de nos accords de pêche. Autrement dit, il s'agit du reversement de compensation financière sur un pourcentage par rapport aux captures effectuées par les bateaux européens.

Ensuite, la partie malagasy a signifié vouloir une compensation plus importante par rapport à ces critères dits traditionnels. Par conséquent, la difficulté est que les critères sont tous un peu les mêmes dans les accords de pêche entamés avec d'autres pays. De ce fait, on ne peut pas multiplier la compensation sans relation au volume des captures, vu que c'est un principe que l'on adopte partout. Cependant, il y a des pays plus proches de l'Union européenne ou qui ont des mers plus poissonneuses et donc qui ont des compensations plus importantes financièrement en rapport avec le volume des captures effectuées », explique Giovanni Di Girolamo, ambassadeur de l'UE à Madagascar et aux Comores.

Pour rappel, des discussions se sont tenues l'année dernière concernant ce sujet. Pour la partie malagasy, les objectifs cités consistent à faire respecter notre souveraineté nationale dans



les zones de pêche marines malagasy ; à promouvoir le développement du secteur de la pêche ; à réviser les conditions fiscales des activités des bateaux de pêche européens suivant le nouveau régime fiscal défini lors du Conseil des ministres du 2 mai 2021, relatif à la redevance à charge des armateurs ; ainsi qu'à limiter le nombre de bateaux autorisés à opérer dans les zones marines malagasy. Le système déclaratif utilisé auparavant devrait aussi être modifié de façon à ce que les bateaux de pêche européens procèdent directement au débarquement des produits avant de les exporter. « Auparavant, les bateaux pêchaient en haute mer et ne faisaient que déclarer le tonnage sur papier aux autorités malagasy. Il est difficile dans ce cas d'assurer une totale

transparence dans les procédures. Avec le système de débarquement des poissons sur la Grande île avant les envois en exportation, le contrôle en termes de qualité et de quantité s'améliorera nettement », explique une source proche du dossier exerçant au ministère de la Pêche.

Le dernier accord autorisait 40 thonniers et 54 palangriers à pêcher à vingt mille marins des côtes malagasy. Quelque 6 100 000 euros de redevance ont été versés à l'Etat malagasy durant l'exercice 2015-2018. Durant l'année 2019, les deux camps ne sont donc arrivés à aucun point d'entente. Ainsi, expirée depuis décembre 2018, la licence d'exploitation de pêche dans les eaux malagasy n'est pas encore accordée aux bateaux européens.

Cessons de détruire le potentiel qui existe : Redynamisons pour un partenariat "gagnant-gagnant"

NANCY RAZANATSEHENO | LA GAZETTE DE LA GRANDE ÎLE | 14 FÉVRIER 2022

Les dirigeants de l'Union Européenne et de l'Union africaine ainsi que leurs États membres respectifs se réuniront pour le sixième sommet Union européenne - Union africaine à Bruxelles les 17 et 18 février 2022. L'Union Européenne est et sera encore un des plus importants partenaires de Madagascar sur le plan économique, commercial, mais aussi en matière d'aide publique au développement et humanitaire.

Avec l'effet de basculement de l'environnement géopolitique mondial créé par la crise sanitaire, le sommet est un

RENDEZ VOUS INCONTOURNABLE (une occasion unique) pour Madagascar pour RECTIFIER (jeter) les (nouvelles) bases d'un partenariat qui sera constitué d'un investissement pour notre avenir commun, d'un partenariat d'égal à égal, dans lequel nous nous soutenons mutuellement pour créer de la prospérité pour une paix durable.

Nos dirigeants ont-ils débattu avec les acteurs sociaux et économiques de Madagascar pour une meilleure prise en compte leurs préoccupations ? Les

échanges actuels ont-ils favorisé l'économie de Madagascar ?

Avec l'ouverture de Madagascar au monde, les entreprises locales n'ont pu réunir les conditions nécessaires pour s'ajuster et pour réagir ; il ne fallait pas s'attendre à des effets positifs pour Madagascar à court terme, comme à long terme. Les nouveaux accords conclus avec l'Union Européenne issus de ce sommet de février 2022 devraient donc avoir comme objectif et résultat le soutien du pays pour un développement inclusif et pérenne qui s'appuie sur le tissu économique local de Madagascar.

Il est temps de sortir d'une relation diplomatique aimable. A l'heure actuelle lorsqu'on parle de partenariat, cela réfère principalement à la dimension commerciale. Il ne faut plus que l'objectif de partenariat se confonde avec les objectifs de l'Union Européenne. (Il faut que les objectifs soient partagés). Il faut l'effectivité de l'approfondissement de la coopération à tous les niveaux pour tous les partenaires. (L'objectif premier de). La stratégie de Madagascar de «

sortie de crise » repose sur son industrialisation et sur le développement de ses chaînes de valeur locales via ses petites et moyennes entreprises qui constituent (représentent) pourtant la majorité du tissu économique de Madagascar ; C'est donc vers ces entreprises qu'il faut capitaliser le maximum de ressources et de moyens. Ces entreprises répondent à l'ancrage humain et au développement social et économique de Madagascar. (Cette focalisation sur)

Ces petites entreprises jouent un rôle primordial dans la création d'emplois et l'inclusion des jeunes dans le circuit économique, un rôle de stabilité de l'emploi dans sa diversité et sa mobilité. D'autant plus la jeunesse reste au cœur des débats actuellement. Cette stratégie de dynamiser le potentiel existant représente un levier très important sur lequel Madagascar devrait travailler en coopération forte avec l'Union Européenne.

Sommet Union Africaine - Union Européenne : Participation du président Rajoelina

S. R. | MALAZA | 14 FÉVRIER 2022

A la tête d'une forte délégation, le président Rajoelina a quitté le pays hier pour participer au sommet Union Africaine/Union Européenne qui se tiendra les 17 et 18 février à Bruxelles. Ce sommet reposera sur 3 piliers prioritaires du partenariat entre l'Afrique et l'Europe dont une prospérité partagée, une sécurité continentale renforcée et des mobilités plus denses entre les deux continents.

Le sommet UA-UE est une opportunité privilégiée de réaffirmer l'importance stratégique pour nos deux continents de continuer à approfondir cette relation et de réfléchir ensemble à ses développements futurs.

« L'Afrique est un continent central, global, incontournable, car c'est ici que

se télescopent tous les défis contemporains », a plaidé le président de la République française, Emmanuel Macron dans son discours devant les étudiants de l'université d'Ouagadougou.

Le sommet UA-UE des 17 et 18 février sera dès lors l'occasion d'affirmer le renouveau du partenariat historique entre nos deux continents bénéficiant d'un engagement politique au plus haut niveau fondé sur la confiance et une compréhension claire de nos intérêts mutuels.

La semaine dernière, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a été en visite à Dakar et, reçue par M. Macky Sall, président en exercice de l'Union Africaine, elle a annoncé un important plan régional de

150 milliards d'euros d'investissement en Afrique dans le cadre de sa nouvelle stratégie d'investissement baptisée « Global Gateway ». L'argent ira aux énergies renouvelables, à la réduction des risques de catastrophes naturelles, à l'accès des Africains aux réseaux internet, aux transports, à l'éducation ou à la production de vaccins.

L'ambassadeur de France SEM Christophe Bouchard a donné lundi une conférence de presse conjointe avec l'ambassadeur de l'Union Européenne à Madagascar, SEM Giovanni Di Girolamo et l'ambassadeur d'Allemagne, SEM Günter Leo Overfeld autour de ce sommet.

Rio Tinto QMM : Près d'un milliard USD investi depuis le début du projet

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 15 FÉVRIER 2022

Rio Tinto QIT Madagascar Minerals (QMM) a commencé à faire de l'exploration dans la région Anosy à la fin des années 1980.

Ce qui a mené à la découverte de gisements minéraux totalisant 6000 ha d'ilménite. Depuis le début du projet d'exploitation d'ilménite dans cette région, plus précisément à Taolagnaro, cette compagnie minière a investi près d'un milliard de dollars. De nombreuses retombées économiques positives se font sentir. A titre d'illustration, elle a investi près de 350 millions USD dans la construction d'infrastructures communes grâce au développement des partenariats publics-privés touchant plusieurs secteurs. On peut citer, entre autres, les routes, l'électricité, l'eau et la santé publique. A titre d'illustration, un projet Énergie renouvelable vient d'être mis en œuvre par QMM. Cela



consiste notamment à installer une centrale solaire et une centrale éolienne fournissant en tout une puissance électrique de 20 Mégawatts. Ce qui permettra de couvrir les 60% de la consommation annuelle d'électricité de cette compagnie minière tout en alimentant en énergie propre environ 80 000 habi-

tants de la ville de Taolagnaro, à travers son partenariat avec la JIRAMA.

Plantation de 400 000 arbres. En outre, elle a réalisé près de 2,5 millions USD d'investissements annuels notamment dans l'environnement et la communauté. En effet, la compagnie minière veut à tout prix accorder une

haute importance à l'atténuation des impacts de son exploitation d'ilménite sur la biodiversité tout en assurant l'accès et la disponibilité des ressources naturelles pour les collectivités locales. Trois zones protégées représentant environ 2095 ha de forêt littorale, ont été ainsi créées par la communauté au sein de la concession minière. Il est géré par cette communauté locale, elle-même, et ce, au profit des générations futures. QMM a réhabilité et reboisé la zone de Mandena en plantant 400 000 arbres à croissance rapide depuis 2009. Elle est déterminée à remettre les terres à la communauté dans un état riche et fertile. « QMM est un collaborateur respectueux axé sur la conservation, la durabilité et la longévité. Il a joué un rôle actif dans chacun des aspects du développement depuis le début et il a toujours sollicité l'avis de tous les intervenants de la société civile », a expliqué Mirana Rakotosamimanana, de l'ONG Pact, un autre partenaire de la compagnie minière.

150 entreprises malgaches soutenues. Mais ce n'est pas tout ! Elle a priorisé l'emploi local et national. Ce projet d'exploitation d'ilménite génère actuellement environ 2 000 emplois dont 97% d'entre eux sont détenus par

des Malgaches. Et plus de 80% de ses employés sont recrutés localement à Taolagnaro. Parlant de l'approvisionnement local, cela a augmenté de 46% depuis 2016. En outre, QMM soutient 150 entreprises malgaches. Parmi lesquelles, l'entreprise Mamoaso qui est une entreprise locale créée en 2015. La compagnie minière a retenu ses services pour le stockage des déchets et la biorestauration sur le site. Diverses parties prenantes reconnaissent la contribution durable de cette compagnie minière au développement économique régional. Outre la fourniture d'énergie à la ville de Taolagnaro, elle travaille également avec les entreprises locales afin qu'elles puissent devenir des employeurs importants à part entière. QMM appuie entre autres, le Centre d'Affaires Régional Anosy (CARA) qui offre des formations en commerce et en entrepreneuriat à plus de 4 500 personnes. Celui-ci a également soutenu directement la création de plus de 200 petites entreprises.

Augmentation de revenu à 200%. A part cela, la compagnie minière travaille en partenariat avec 15 entreprises comptant en tout plus de 200 employés dans les communautés locales d'Am-pasy Nahampoana et de Mandromon-

dromotra afin qu'elles puissent fournir des services à la mine. Ces entreprises bénéficient de l'appui du CARA en matière de développement de leurs activités et de gestion financière ainsi qu'en matière de santé, sécurité et de l'environnement. Par ailleurs, des organisations paysannes sont également soutenues par QMM via son partenariat avec ce Centre d'Affaires Régional d'Anosy. On peut citer, entre autres, l'association des tisserandes de Lovaso Mahavonjy qui fabriquent des tapis, des napperons, des paniers et d'autres objets décoratifs uniques à partir de l'exploitation des matières premières locales. Quinze autres associations paysannes œuvrant dans divers secteurs, dont entre autres, la pêche, la culture de piment rouge et l'apiculture, tirent également avantage de l'appui de la compagnie minière. Certaines d'entre elles constituent des fournisseurs potentiels des membres du secteur privé dans la capitale. Grâce à cette collaboration avec QMM, le revenu annuel des membres de ces associations soutenues a augmenté de 200%. Quant aux groupements de pêcheurs, bénéficiant de formations permettant d'améliorer leur technique de pêche, le rendement par pêcheur a quintuplé, a-t-on appris.

Import-Export : La Douane sous les feux des projecteurs

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 FÉVRIER 2022

La Douane vient de participer à la journée internationale de la Douane. L'entité a des projets en perspective mais fait l'objet de dénonciations continues.

Le 10 février a été la journée internationale de la Douane. Toamasina a été le centre de la célébration pour la douane malgache. Elle veut accélérer sa transformation numérique en développant une culture des données et un système plus performant. C'est ce qui a été annoncé par la direction générale de la Douane devant un parterre d'invités. Il y eut la présentation des projets de modernisation permettant la transformation numérique voulue. « La transformation passe par la digitalisation de la documentation et la mise en place d'un processus d'archivage, la mise en place d'un datawarehouse et l'opérationnalisation du 100% scanning » a-t-on annoncé.

C'était l'opportunité pour inaugurer le centre de surveillance au bureau des douanes de Toamasina dont la mission est de « renforcer les dispositifs de surveillance des zones portuaires et aéroportuaires, et surtout la transparence des visites dans le cadre des contrôles ». Mais



cette journée internationale a été une aubaine pour les usagers de service des

douanes de dénoncer quelques mécontentements. Les réseaux sociaux sont

d'abord les supports utilisés pour véhiculer des messages.

Difficile

« La douane à Toamasina abrite des voleurs. Il y eut ce conteneur tout entier de médicaments qui a disparu et qui demeure introuvable jusqu'à maintenant. Des marchandises disparaissent au port. Des valises dépouillées, des pièces de véhicules qui manquent » dénonce une page anonyme sur facebook. Celle-ci est allée jusqu'à dire que les taxes douanières dépassent le prix d'achat des véhicules à l'étranger.

Après quelques recoupements, la situation réelle en effet, n'est pas loin des dénonciations en ligne. « J'ai fait venir

des véhicules il y a quelques temps. Des pièces ont disparu et un véhicule a été livré sans son moteur. Seulement, il a été difficile de déceler les voleurs car comment s'assurer que le moteur et les pièces n'ont pas disparu depuis le pays d'importation d'origine. Difficile d'accuser que ce sont les douaniers ou les dockers ou les transitaires qui ont causé ces disparitions » témoigne une source.

Une autre affirme le fait que les douaniers sont habiles à l'interprétation des textes et imposent des surplus de taxes et droit de douanes. « Les valeurs ARGUS sont interprétées de mille façons à mon avis. Nous sommes pris de court quand les douanes annoncent les coûts de dédouanement qui sont souvent invraisemblables. Cela mérite une communi-

cation précise de grande envergure pour que cela soit clair pour les importateurs et les douaniers et le public. De même que cette opération de mise en vente aux enchères des véhicules non récupérés. Nous sommes contraints de délaisser nos marchandises car nous n'arrivons pas à payer les taxes extra coûteuses » ajoute un opérateur.

« Les transitaires ont pour mission de faciliter l'importation des marchandises en s'occupant de toute la paperasserie. Je ne vois pas comment on peut voler des marchandises dans les conteneurs au niveau du port » se défend un transitaire contacté. En tout cas, au vu de ces frustrations, la douane malgache a du pain sur la planche afin d'arriver à un assainissement interne et externe de son service.

Administration : La réforme foncière s'accélère

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 15 FÉVRIER 2022

Modernisation. Beaucoup trop de Bureaux de la propriété foncière (« Birao Ifotony momba ny Fananan-tany » ou BIF) ferment leurs portes pour diverses raisons en général et à cause d'un manque de financement en particulier. Raison pour laquelle, les autorités en charge du secteur foncier ont pris l'initiative de mettre en place une nouvelle Direction au sein de l'administration. Une Direction de la réforme et de la modernisation foncière prendra ainsi en charge d'accélérer les réformes sur ce plan sur tout le territoire de Madagascar. Au démarrage de cette réforme, Madagascar est appuyé à 90 % par plusieurs partenaires technique-set financiers. La mise en place des guichets fonciers et de la modernisation foncière, ainsi que leur fonctionnement ont été supportés par les partenaires de Madagascar.

Pour rappel, après l'indépendance en 1960, Madagascar a procédé à la réforme foncière en 2005. Cette réforme a été décidée suite à une crise foncière résultant de diverses raisons et constats datant de plusieurs années, ce qui a entraîné une insécurité foncière généralisée, le développement des conflits fonciers et la corruption. Par ailleurs, l'agriculture, d'où 67 % de la population de Madagascar tirent leurs revenus, a le potentiel de sortir des millions de personnes de la pauvreté. Mais à moins de garantir leurs droits fonciers, les agriculteurs ont peur d'investir à long terme sur les terres qu'ils utilisent. Les problèmes sont notamment la faible capacité de délivrance de titres, la rareté de l'enregistrement



des mutations aux services fonciers, le développement des petits papiers, l'éloignement des services fonciers, le coût élevé des opérations cadastrales.

Dans un objectif de résolution de ces problèmes, la restructuration, la modernisation et l'informatisation des conservations foncières et topographiques ont donc été initiées. L'une des axes qui particularise la réforme foncière de Madagascar est la reconnaissance juridique et sociale des occupations sur les terrains occupés par les nationaux de plusieurs années, ainsi que l'attribution de la gestion d'une certaine catégorie de terrain - auparavant compris dans le domaine privé de l'Etat - aux collectivités territoriales de base qu'est

la Commune. En ce sens, la formation des acteurs locaux du foncier, collectivités décentralisées ou organisations paysannes entre aussi dans le cadre des programmes de la réforme. Selon les initiateurs, les résultats sont satisfaisants et optimistes concernant la modernisation des services fonciers. Néanmoins, de grandes réalisations sont à apporter concernant l'informatisation des données. Ainsi, de nombreux pays peuvent s'inspirer de l'exemple malagasy. D'ailleurs, plusieurs pays africains s'intéressent déjà à la réforme foncière malagasy car celle-ci répond à des questions difficiles et proposent des solutions techniques et juridiques à la fois fiables et accessibles.

Pépinière industrielle : Vers l'installation d'une unité de transformation à Fandriana

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 15 FÉVRIER 2022

« Des tonnes et des tonnes d'ananas sortent chaque année de nos terres. La mise en place d'une industrie de transformation de ce produit nous conviendrait parfaitement », s'enthousiasme le maire de la Commune rurale de Sandrandahy, District de Fandriana, à l'occasion d'une descente effectuée par le ministère de l'Industrie dans cette localité. L'idée étant de prospecter pour voir les potentialités de la région dans le cadre du développement du programme ODOF ou One District, One Factory.

En effet, l'ananas est un des fruits tropicaux cultivés à Madagascar. La production annuelle peut atteindre jusqu'à 51 000 tonnes pour une superficie de 8 700 ha, selon la FAO. Les variétés cultivées sont le Red Spanish, la Cayenne lisse « Zanzibar » sur la côte Est et la Victoria Queen dit « Victoria ». Les ananas sont habituellement commercialisés sur les marchés locaux près des lieux de production, à un stade proche de la complète maturité. En période de grande production, les ananas sont même vendus en tranches, par des mar-

chands ambulants sur les marchés fréquentés. « Ici, on vend notre production à des prix dérisoires. Les collecteurs se font rares dès qu'ils ont constaté l'état de délabrement avancé de la route. La plupart du temps, nous sommes dans l'obligation de jeter une grande partie de notre production ou de laisser les ananas sur le marché car les ramener chez nous coûterait encore plus en termes de frais de transport », déplore un paysan producteur de la région. L'installation d'une unité de transformation vient ainsi à point nommé. Le traitement des récoltes est un souci constant pour la plupart des pays en développement. Ainsi, allonger la durée de stockage et faciliter les préparations culinaires est en effet une nécessité. De nombreux avantages apparaissent lorsque les opérations post-récolte peuvent s'effectuer en milieu rural. Sans doute, le traitement centralisé à grande échelle ou transformation industrielle n'a pas que des inconvénients : il permet des économies d'échelle, uniformise la production et supprime des tâches pénibles. Cependant, le coût

pour les petites communautés rurales en est très élevé et les producteurs sont parfois éloignés des grands centres de traitement et doivent supporter les frais de transport, quand les routes et les moyens de transport existent. En outre, lorsque les produits sont transformés en ville, ils reviennent beaucoup plus cher au village. Enfin, élément fondamental, la transformation rurale de ces produits procure des emplois, développe des industries hors des villes. Ainsi, les agriculteurs de l'ensemble de cette région auront la possibilité de vendre leurs produits, des emplois sont créés et des coûts de transport superflus sont évités. Les activités de traitement exigent des compétences et une force physique variable. Certaines ne peuvent être effectuées que par des hommes mais la plupart des tâches sont à la portée des femmes. Elles apportent ainsi un complément aux revenus familiaux. Les jeunes peuvent également apporter leur aide et éviter ainsi de venir augmenter le nombre de chômeurs des villes.

Exportations : Tendance à l'amélioration

C.R. | MALAZA | 15 FÉVRIER 2022

«Les exportations de biens affichent une tendance à l'amélioration, avec des produits comme la vanille, le cobalt et le nickel», selon les prévisions de la Banky Foiben'i Madagasikara. Par ailleurs, la progression des exportations des entreprises franches devrait se poursuivre au cours des mois à venir. Si les statistiques de cette année ne sont

pas encore communiquées, la BFM rappelle que les exportations de biens ont progressé de 37,5%

en 2021, notamment avec la reprise des envois de nickel et de cobalt. Celles des entreprises franches ont augmenté de 14,4%. Les exportations de vanille ont augmenté de 18,2% en 2021 par

rapport à 2020, soit une quantité exportée de 2.463,8 tonnes.

La loi de finances 2022 souligne, par ailleurs, que les exportations augmenteraient à un rythme moins soutenu que les importations. Dans ces conditions, la dépréciation moyenne de la monnaie nationale par rapport aux principales devises (Euro et USD) serait de 2,7%.

Madagascar-Japon : Création d'une chaîne de valeur « Pon-Gasy »

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 16 FÉVRIER 2022

Un projet de démonstration pour la création d'une chaîne de valeur alimentaire de grains soufflés ou « Pon-Gasy » est lancé par le consortium composé de l'Association pour la Collaboration Internationale en matière d'Agriculture et de Forêt du Japon (JAICAF) et la société Ieda Seika Co. Ltd.

Il s'agit d'un projet subventionné par le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Japon dans le but de promouvoir le développement de l'industrie alimentaire japonaise à l'étranger. Étalaé sur une période de un an, soit

de mars 2021 à mars 2022, ce projet vise également à créer un environnement propice au développement futur des produits agricoles, forestiers et halieutiques ainsi que des denrées alimentaires japonaises dans une région cible pour l'exportation. Pour ce faire, une chaîne de valeur alimentaire de grains soufflés ou « Pon-Gasy » sera créée à Madagascar en commençant par l'introduction des céréales soufflées dans le pays. « Nous sommes disponibles à former les entrepreneurs désirant se lancer dans cette activité

sur les techniques de transformation et de vente de ce « Pon-Gasy » », a expliqué Asakawa Hideo, le directeur de la société Madagascar Services, partenaire locale pour la mise en œuvre de ce projet dans le pays, lors d'un séminaire organisé hier à l'hôtel Panorama.

Dix fois son volume. Plus précisément, le « Pon-Gasy » vient du soufflage de grains dont entre autres, le riz, le maïs, le sorgho, le haricot et bien d'autres céréales, à très haute température et sous pression. « En raison de cette pression élevée, l'eau contenue

dans les grains soufflés ne bout pas, même si elle dépasse les 100°C. En revanche, elle se ramollit pour prendre la consistance d'une bouillie. Dans le cas du riz, quand la pression atteint 10 bars, elle est réduite à 1 bar en une seule fois pour permettre aux grains de riz de gonfler. Entre-temps, l'eau contenue dans le riz bout et s'évapore rapidement. Cela fait gonfler le riz atteignant cinq à dix fois son volume tout en le transformant en une pâte croustillante. Une fois gonflé, on peut conserver le riz pendant quelques mois tout en maintenant son goût. On peut assaisonner le « Pon-Gasy » avec du sucre, du miel ou du chocolat. C'est comestible même pour les enfants en bas âge. Ce « Pon-Gasy » ou « Pon-Gashi » en japonais n'est pas tout à fait courant dans notre pays. En revanche, il s'agit d'un gâteau traditionnel conservé depuis bien longtemps. « Après la guerre, il y avait eu un problème d'alimentation au Japon surtout au niveau de la conservation du riz. Raison pour laquelle, nous avons lancé cette technique de soufflage », a



fait savoir le directeur de Madagascar Services

Fabrication locale. Toujours dans le cadre de ce projet de démonstration et de création d'une chaîne de valeur alimentaire de grains soufflés, des essais ont été menés par la société Madagascar Services dans divers endroits, dont entre autres, Antsirabe, Sakay, Tsiroanomandidy, Marovoay et Antananarivo. « Les promoteurs entendent également vulgariser la machine à "Pon-Gasy" qui est une technologie japonaise de style Yoshimura dans le pays. Ce projet a d'ailleurs connu un succès au Kenya étant donné qu'une entreprise locale a réussi

à copier avec succès la machine à grains soufflés japonaise et en fabrique sur commande, à la suite d'une démonstration réalisée sur place. Les artisans malgaches ont également le talent d'en faire une fabrication locale. En effet, cela contribue non seulement à créer de la valeur ajoutée dans notre pays mais aussi à générer des emplois suite à la promotion des petites unités de transformation des grains soufflés. D'autant plus que les prix des produits finis croustillants, faciles à digérer et sans produits chimiques, seront à la portée de toutes les bourses », a témoigné Dera Razafiniarivo, un entrepreneur rizicole.

Zones pépinières industrielles : Edgard Razafindravahy encourage les producteurs

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 FÉVRIER 2022

Le ministre Edgard Razafindravahy entame une tournée sur l'axe Sud depuis hier. Il vante l'opportunité de création de petites et moyennes entreprises pour transformer les produits locaux.

Refondation. Un concept cher au ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation Edgard Razafindravahy. Une idée qui ne reste pas au niveau de la théorie. Il passe aujourd'hui à sa concrétisation. Ainsi, il entame une tournée dans le Vakinankaratra depuis hier. Un choix qui n'est pas dû au hasard étant donné le potentiel agricole et industriel de cette région. Tour à tour le ministre Razafindravahy s'est entretenu avec la population, les élus, les opérateurs et les agriculteurs d'Ambohimandroso, Antanifotsy, Ambatolampy et Antsirabe. À chaque rencontre, son discours est le même. Promouvoir la vulgarisation des zones de pépinières industrielles. Les marmites en Alu d'Ambatolampy, le foie gras de Behenjy, la pomme de terre, la carotte et le riz sont autant de produits qui peuvent faire l'objet



de création d'une petite ou moyenne entreprise. Le ministre a encouragé la création d'associations pour porter les projets de création de petites et moyennes entreprises. « Le Micc joue ainsi le rôle de facilitateur et de promoteur de projet », a rassuré le ministre Razafindravahy.

« La labellisation donne une valeur ajoutée à vos produits », a conseillé le ministre Razafindravahy aux producteurs.

Parc industriel

Des réunions avec les autorités locales ont eu lieu dans ce sens. Le

directeur général du commerce et de la consommation, Naina Randriamananjara, le directeur général du SPM Solo Andriamanampisoa et des membres de son staff font partie de ce déplacement du ministre Razafindravahy.

Lors de son passage à Ambohimandroso, le ministre Razafindravahy a évoqué la mise en place d'un parc industriel. Il s'agit d'un vaste terrain sur lequel s'implanteront des moyennes et petites entreprises pour la transformation des produits phares de la région. « Les négociations sont en cours et toutes les paperasses pour son installation sont déjà prêtes » révèle le ministre.

Cette première étape du périple du ministre Razafindravahy a été très instructive sur tous les plans. Il reprend la route ce matin pour continuer vers le Sud.

Japon-Madagascar : Promouvoir le développement de la chaîne de valeur agricole

L.R. | MALAZA | 16 FÉVRIER 2022

Le ministère de l'agriculture, en collaboration avec le gouvernement japonais, ambitionne de développer la chaîne de valeur agricole à Madagascar. Parmi les stratégies adoptées dans ce sens, figure le « projet de démonstration pour l'établissement d'une chaîne de valeur alimentaire », un projet subventionné par le ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

Ce projet vise à promouvoir le développement à l'étranger de l'industrie alimentaire japonaise et à contribuer à la création d'un environnement propice

au développement futur des produits agricoles, forestiers et halieutiques ainsi que des denrées alimentaires du Japon dans une région-cible pour l'exportation. Il consiste à établir une chaîne de valeur alimentaire qui utilise les technologies et le savoir-faire en termes de production agricole, les systèmes de fabrication et de distribution des denrées alimentaires et la réduction des charges environnementales.

Dans cette perspective, le Japon a introduit des céréales soufflées à Madagascar et inculqué les techniques de transforma-

tion et de vente aux participants à l'activité « grains soufflés » baptisée « Pongasy ». Les études sur terrain, les séances de démonstration ainsi que la formation des candidats sélectionnés pour participer à ce projet ont été réalisées à Antsirabe, à Sakay, à Tsiroanomandidy, à Marovoay et à Antananarivo. Le projet s'étale sur un an, de mai 2021 à mars 2022.

Entreprise : Airtel Madagascar récompense ses partenaires

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 16 FÉVRIER 2022

Fructueuse. La collaboration entre Airtel Madagascar et ses partenaires participe à la réussite de cette entreprise qui n'a justement pas manqué de récompenser les collaborateurs méritants.

Le vendredi 4 février dernier, Airtel Madagascar et ses partenaires de distribution se sont donné rendez-vous à l'Anthurium Espace Anjomakely dans le cadre d'une cérémonie de présentation de vœux.

Profonde reconnaissance. Une grande retrouvaille qui a permis à Airtel Madagascar de témoigner sa profonde reconnaissance à l'égard des partenaires de distribution par la remise de plusieurs lots d'envergure aux grands gagnants du challenge Mandresy. La cérémonie qui a vu la présence des distributeurs des produits et services Airtel venant des différentes régions du pays était une occasion pour le Directeur Général d'Airtel Madagascar, Eddy Kapuku de remercier ces partenaires pour l'efficacité de leurs prestations. « Je suis particulièrement ravi de pouvoir vous retrouver pour célébrer notre collaboration fructueuse malgré la situation sanitaire à laquelle, voici maintenant deux ans, nous devons tous faire front. Aujourd'hui encore, la météo n'est pas au beau fixe mais malgré tout, nous avons à cœur de vous exprimer nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année qui rime avec de nouveaux défis que nous allons relever ensemble, toujours avec dynamisme et dans la solidarité », a-t-il déclaré.

Partenaires méritants. C'est justement pour récompenser ces partenaires



méritants qu'Airtel Madagascar a organisé le Challenge Mandresy. Une compétition qui, rappelons-le, a eu pour objectif de récompenser les performances de chacun de ses partenaires de l'opérateur. Ainsi, ceux qui ont atteint leurs objectifs en l'espace de 3 mois ont été tirés au sort pour gagner des lots d'envergure dont des voyages pour deux à Dubai et à Nosy Be. « Moi-même ainsi que les membres de la direction d'Airtel Madagascar présents aujourd'hui, partageons un grand sentiment de fierté. Fiers de chacun et chacune d'entre vous qui êtes opérationnels et fidèles à notre mission, celle de connecter l'ensemble de la population malgache. Grâce à vos efforts quotidiens, nous comptons, aujourd'hui, des millions d'abonnés

Airtel et des millions d'utilisateurs de notre service Airtel Money dans tout Madagascar. Pour toutes ces raisons, c'est avec une immense joie et fierté que nous vous remettons aujourd'hui ces marques de reconnaissance », a déclaré Eddy Kapuku lors de la remise des lots aux heureux gagnants du concours. Outre les voyages, des certificats de reconnaissance ont également été distribués aux partenaires de l'opérateur pour gratifier les meilleures réalisations de l'année 2021. La cérémonie s'est déroulée en conformité aux valeurs défendues par l'opérateur : le respect, le dynamisme et la solidarité.

Hébergement : Dur début d'année pour les hôteliers

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 17 FÉVRIER 2022

Au ralenti. Il est bien connu que le secteur touristique n'a jamais enregistré sa meilleure performance en début d'année dans des pays tropicaux comme la Grande île. La basse saison n'est pourtant pas une fatalité en soi pour cette activité qui contribue à hauteur de plus de 12% sur le produit intérieur brut du pays. Malgré un ralentissement ressenti dans presque toutes les Régions de l'île sur la période entre les mois de janvier et mars, surtout sur les Régions côtières, le secteur n'est pas pour autant à l'arrêt. Avec toujours ses difficultés à se relever face à la pandémie, le secteur du tourisme et de l'hôtellerie fait à présent face à des voyants presque au rouge pour les quelques mois à venir.

Avec l'annonce d'une saison cyclonique assez conséquente, une basse saison encore marquée par les séquelles de l'épidémie. De nombreux hôteliers et acteurs majeurs dans le

secteur touristique songent à opter pour la carte de la prudence. « Nous avons eu beaucoup de mal à remettre les pendules à l'heure après la pénalisation sanitaire de l'année dernière. Pour tout dire, la restructuration n'est pas encore entièrement achevée. L'annonce de cette météo plus que défavorable nous est tombée dessus tel un coup de massue. Raison pour laquelle nous avons décidé de ne rouvrir qu'à la prochaine saison haute, histoire de limiter les dégâts », nous confie le responsable vente et approvisionnement d'un village de vacances situé dans le nord du pays. Ce responsable explique que la société assurant la gestion de l'île a choisi de déclarer complet sur les sites de réservation comme booking.com au lieu d'accepter uniquement deux ou trois clients pour enregistrer des taux d'occupation quasi-nuls. La raison de cette stratégie s'explique surtout par la limitation maximale des frais de

fonctionnement des établissements en basse saison. Une manière de prendre du recul afin de mieux aborder les prochaines saisons rush tout en préservant les infrastructures et surtout l'image positive de leur établissement.

« Chaque année, nous nous sommes toujours préparés pour faire face à la saison cyclonique. Cependant, pour celle qui arrive, les services de météorologie ainsi que le bureau national de gestion des risques et des catastrophes annoncent des conditions beaucoup plus rudes que les années précédentes, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », conclut le responsable du village de vacances. Nombreux acteurs touristiques se retrouvent dans le même cas que ce dernier et espèrent que des mesures seront prises par les autorités compétentes afin de sauver les meubles pour la prochaine saison.

Infrastructures mal réalisées : Vaches à lait des entrepreneurs

RANAIVO | LA GAZETTE DE LA GRANDE ÎLE | 17 FÉVRIER 2022

A Madagascar, contrairement à ce qu'affirment nos dirigeants, il n'est plus question de faire des travaux dans les normes (manara-penitra). Pour cause, un grand fossé sépare ce qui est dit dans les discours de nos politiciens et la réalité sur le terrain. Le mauvais état de nos infrastructures publiques, en particulier les infrastructures routières, est constaté. En effet, que ce soit les nouvelles infrastructures fraîchement inaugurées, ou encore les infrastructures anciennes qui ont récemment fait l'objet d'entretien présentent des débuts de détériorations.

Concernant les infrastructures routières en particulier, la règle est désormais aux tip-top. C'est le cas actuellement au niveau de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA). La détérioration de rues de la capitale a déjà été constatée durant la saison sèche, mais c'est seulement maintenant, en pleine saison des pluies que les autorités au niveau de la commune se décident à débiter les réparations. La pluie incessante vient ainsi compliquer la réalisation des travaux, mais fragilise également les travaux. Les travaux de tip-top réalisés dans la capitale dans de telles conditions ne vont certainement pas durer longtemps d'après les usagers de la voie. En fin de compte, ce seront toujours les entrepreneurs qui bénéficieront de ces marchés ainsi



que leurs complices au niveau de l'administration. Ils vont se remplir les poches au détriment des contribuables. Les offres de marchés d'entretien à répétition seront toujours synonymes de dépenses supplémentaires dans les caisses de l'Etat et au profit des entreprises qui vont s'en charger.

Mais une autre infrastructure est également annoncée depuis 2019 sans qu'aucune suite ne lui ait été donnée à l'heure actuelle. Le bâtiment de l'ANAC (Académie nationale des arts et de la culture) à Ambohitsorohitra n'est pas

encore achevé à plus de deux ans de son lancement et après quelques débuts de travaux. Le public s'interroge ainsi si les fonds destinés à sa réalisation ont été détournés au niveau du ministère de la culture, dont Mama Sôsy (Lalaitiana Rakotondrazafy) se trouve à la tête. En attendant de savoir l'origine du blocage, le peu de travaux qui ont déjà été annoncés vont certainement être réduits à néant et tomber en ruines. Ce qui ne sera que du gaspillage au profit des titulaires de ces marchés et au détriment des contribuables.

Refonte : L'avant-projet du Code de travail à peaufiner

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 FÉVRIER 2022

On peut qualifier de décisive la journée d'hier où s'est tenue une réunion importante pour accoucher l'avant-projet de loi du Code de travail reformaté, à soumettre à la prochaine session parlementaire.

Dans le vif du sujet. Une journée entière consacrée à débattre des retouches à apporter au Code de travail. La Commission des réformes des droits des affaires, CRDA, habitués à des conciliabules d'une heure à la bibliothèque du ministère de la Justice, a cette fois-ci changé les données. Ses membres ont bloqué toute une journée au Novotel pour passer au peigne fin les tenants et aboutissants de l'avant-projet du Code de travail revu et corrigé. À présenter aux instances supérieures et à passer à l'appréciation des parlementaires au cours de leur prochaine réunion.

La CRDA est une instance au niveau du ministère de la Justice qui regroupe des juristes et des représentants du secteur privé. Cette Commission étudie chaque avant-projet de loi ayant une incidence économique. Concernant la refonte du Code du Travail, c'est le président du GEM (Groupement des entreprises de Madagascar) Thierry Rajaona, qui a défendu l'idée de faire passer l'avant-projet de loi sur le Code

du Travail devant la CRDA. Au niveau de cette Commission, le GEM compte déjà des membres permanents mais le Groupement a eu l'aval des autorités pour mandater trois experts supplémentaires pour participer aux débats de la CRDA et ces experts sont des membres de la Commission Sociale.

De tout son poids

Le texte actuel débattu au niveau de la CRDA est un texte résultant de l'assemblage des propositions des employeurs, des travailleurs et de l'État dont les représentants se sont déjà préalablement réunis en séances du Conseil national du travail, CNT. C'est la ministre de la Fonction publique en charge du travail et des lois sociales, Gisèle Ranampy, qui a ouvert en 2021 les réunions du CNT ayant porté sur cette refonte du Code du Travail.

Selon Jean-Luc Ramamaonjarisoa, expert du GEM à la CRDA et également représentant du GEM au Conseil National du Travail, «les débats consistant à examiner chacun des trois centaines d'articles dans cet avant-projet de loi portant refonte du Code du Travail ont été houleux, sans concession. Et pour les employeurs, il existe six objectifs clairs qui commandent l'implication du GEM dans la réforme de la législation du

travail: la modernisation du cadre législatif, l'application des décisions validées au CNT, l'équilibre des intérêts, la flexibilité, l'impact sur la création d'emploi à travers l'attraction des investisseurs». Le GEM, avec ses quatre vingt-treize adhérents directs, ses mille neuf cent entreprises affiliées issues des vingt-cinq groupements économiques, entend peser de tout son poids sur la balance des pourparlers et des surenchères.

Le GEM y a délégué trois experts, Stéphane Raharivelo, Béatrice Chan Ching Yiu, Jean-Luc Ramamonjarisoa, tandis que Freddie Rakotomavo, représente le GEM en étant membre permanent de la CRDA.

Les questions sur les salaires, grilles indiciaires et autres considérations, n'ont pas été abordées durant cette rencontre. Pour la simple raison que tout dépendrait d'une décision présidentielle dans ce sens. Des syndicalistes ont avancé une fourchette d'augmentation de 17 à 20%. Mais avec la menace inflationniste qui prévaut, par l'effet combiné des facteurs exogènes, hausse des frets maritimes, et endogènes, dévaluation chronique de l'ariary, les paramètres salariaux deviennent une corde sensible des rouages économiques et financiers.

PPN : Hausse des prix du savon depuis ce mois de février

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 17 FÉVRIER 2022

La guerre des bondillons n'est toujours pas finie. Cette fois, les producteurs de savon pointent du doigt la hausse du droit de douane sur les bondillons importés, pour expliquer l'augmentation des prix du savon sur le marché local.

Les bondillons locaux ne sont-ils pas compétitifs ? Les industries productrices de savon - qui importent ce produit qu'elles utilisent comme « matières premières » - soutiennent cette hypothèse en évoquant la hausse des prix du savon, depuis l'augmentation du droit de douane sur les bondillons. En effet, les bondillons locaux n'ont pas réussi à se substituer à ces matières importées, au même prix sur le marché des facteurs de production. A noter que le droit de douane sur ce produit est passé de 10% à 20%, suite à la requête du SIM (Syndicat des industries de Madagascar) et de l'Administration douanière. Le SIM a soutenu que les bondillons ne peuvent pas être considérés comme des matières premières, car ils disposent

déjà de toutes les propriétés du produit fini qu'est le savon. Le motif avancé par la Douane concerne surtout la nécessité d'accroître les recettes de l'Etat. D'après les savonniers qui utilisent des bondillons importés, l'Administration publique devrait plutôt accroître les droits et taxes sur les produits de luxe, mais ne pas favoriser la hausse des prix des PPN (Produits de première nécessité), comme c'est le cas actuellement.

Pouvoir d'achat. Dans cette guerre interminable entre savonniers, les producteurs locaux soutiennent que les importateurs de bondillons peuvent très bien s'approvisionner sur le marché local. Une offre que ces derniers ont toujours déclinée, compte tenu de la différence des coûts et de l'insuffisance de l'offre. « Nous savons très bien que le pouvoir d'achat des consommateurs est très faible, à cause de la crise liée à la Covid-19 et aux catastrophes qui ont frappé le pays. L'Etat intervient sur les autres PPN comme le riz pour que la majorité puisse bénéficier

de produits à prix accessible. Il devrait également favoriser le maintien, voire la baisse des prix du savon, car il s'agit de PPN », nous ont confié les industriels qui misent sur les bondillons importés. D'après leurs dires, aucune solution n'est encore en vue pour maintenir les prix du savon, suite à cette hausse du droit de douane. « Les producteurs locaux de bondillons, eux aussi, n'ont pas la solution car non seulement leurs prix sont élevés, mais leur capacité de production est très faible pour satisfaire la demande exprimée sur le marché. En outre, lorsque nous étions obligés d'augmenter nos prix à cause de cette hausse de droit de douane, ces producteurs locaux ont profité pour augmenter leurs prix de vente, alors qu'ils ne sont pas concernés par cette mesure », ont-ils ajouté. Certes, il s'agit d'un bras de fer entre deux catégories d'industriels qui défendent chacun leurs intérêts. Les consommateurs se trouvent au beau milieu du champ de bataille et sont les premières victimes.

Artisanat malgache : Objectif AGOA

VELO GHISLAIN | MALAZA | 18 FÉVRIER 2022

La ministre Sophie Ratsiraka et la chargée d'affaires de l'ambassade américaine Amy Hayatt ont discuté hier en présence de la conseillère économique Sheela Krishnan sur les possibilités d'intégrer les produits artisanaux malgaches dans la liste des produits bénéficiant de l'AGOA.

Des modules de formation, des directives spécifiques ainsi que des supports techniques seront élaborés afin de pré-



parer les artisans malgaches aux exigences du marché américain.

Sophie Ratsiraka entend mettre en place une politique tournée vers le marché international des produits de l'artisanat. Elle estime que l'artisanat n'est pas seulement un métier qui fait vivre les artisans, mais doit également être un pilier de l'économie nationale et pourvoyeur de devises.

Consommation : L'approvisionnement et les contrôles par le MICC se poursuivent

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 FÉVRIER 2022

Contre l'inflation. Le ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation (MICC) continue d'approvisionner et de contrôler les prix des produits de première nécessité sur les marchés, dont le ravitaillement vary Tsinjo de tous les districts. Un navire transportant 510 tonnes de vary Tsinjo a quitté Toamasina hier pour Antsiranana I, et un autre navire la semaine prochaine avec 760 tonnes dans ses cales pour Ambilobe. Par ailleurs, l'ouverture des « Tsenà Mora » dans de nombreux districts s'est effectuée aussi cette semaine notam-



ment ceux touchés par le passage des cyclones.

Les contrôles exécutés par les directions régionales du MICC (DRICC) conti-

nent. Dans la région de Melaky, il existait un partenariat entre l'Association de défense des droits des consommateurs et la DIRCC. Une formation sera dispensée par la DIRCC aux membres de l'association la semaine prochaine.

Outre les PPN, les DRICC procèdent également aux contrôles des équipements utilisés par les commerçants, tels que les balances et les poids. La DR ICC de Bongolova a minutieusement inspecté et surveillé, hier, la qualité des produits utilisés par les paysans pour l'agriculture et l'élevage et a également vérifié leurs dates de péremption.

Eau et électricité : Approvisionnement partiel à Toamasina et Nosy Varika

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 18 FÉVRIER 2022

La réhabilitation des infrastructures de la Jirama est encore en cours, suite aux dégâts du cyclone Dumako, alors qu'un nouveau cyclone menace déjà la partie Nord-Est de la Grande-île. A Toamasina, ces dégâts sont importants et ont causé l'interruption de l'approvisionnement de la population en électricité. « Suite aux travaux de réhabilitation à grande vitesse, 78% des usagers bénéficient déjà de l'électricité de la Jirama, à l'heure

actuelle. Pour l'eau potable, cet indicateur est à 70% », ont indiqué les responsables auprès de la Jirama, qui ont noté que la production est encore insuffisante pour satisfaire l'ensemble de la demande de Toamasina en eau et électricité. En effet, certains quartiers subissent encore des coupures. D'après les informations, l'approvisionnement en eau reviendra à la normale, à partir de ce jour. Pour l'électricité, 8 groupes sont encore

en réparation. A Nosy Varika, l'électricité est également de retour, mais reste insuffisante, car seulement 28% des usagers sont aujourd'hui approvisionnés. D'après l'équipe technique de la société d'Etat, le transport des équipements et des matériels de remplacement, tels que les poteaux, présente des difficultés. En effet, avec les routes impraticables, le transport se fait par voie fluviale.

Filière litchi : Hausse de 500 tonnes d'exportation

L. R. | MALAZA | 18 FÉVRIER 2022

Pour la saison 2021-2022, l'exportation de litchis de Madagascar a été de 14.750 tonnes contre 14.250 pour la saison 2020-2021, soit une légère hausse de 500 tonnes.

Cette hausse du volume de l'exportation s'explique par une bonne précocité de la récolte et d'une qualité des fruits satisfaisante. Les litchis malgaches se sont visiblement écoulés rapidement à l'étranger lors des fêtes de Noël et de Nouvel An.

Madagascar produit annuellement entre 80.000 et 100.000 tonnes de

litchis. Au plus, 20.000 tonnes sont exportées et 40.000 tonnes sont écoulées localement. Le reste pourrait sur place faute de moyens de transport ou d'infrastructures routières pour acheminer les produits vers les grandes villes.